

LE SUFFRAGE SUR UN FIL

Au moment où des millions de citoyens biélorusses descendent dans les rues au péril de leur vie pour exiger des élections libres, la plus ancienne et censément la plus stable des démocraties constitutionnelles modernes, la république des États-Unis d'Amérique, s'achemine dans un chaos grandissant vers une élection à haut risque. Désormais, ce n'est plus seulement l'issue du scrutin du 3 novembre 2020 qui est incertaine, mais sa légitimité même qui menace d'être atteinte.

En raison de la crise sanitaire, la plupart des événements de campagne ont été annulés et, le jour venu, il sera difficile, dans de nombreuses régions encore, de se rendre dans les bureaux de vote. À cela s'ajoute le climat fébrile des manifestations pour la justice raciale, qui réactualisent la question, déjà ancienne aux États-Unis, de la suppression des votes – non au sens où ces suffrages ne seraient pas comptés, mais parce que tout est fait pour décourager certaines catégories d'électeurs, surtout afro-américains, de se rendre aux urnes. Depuis quelques années, en raison de diverses manipulations du Parti républicain, l'une des plus puissantes causes de mobilisation pour les droits civiques dans les années 1960 est redevenue tristement actuelle.

Pris de court par sa chute dans les sondages, Donald Trump est encore monté d'un cran dans la démagogie. Il a multiplié les déclarations infondées sur la fraude massive que permettrait le vote par correspondance, suggéré que les Démocrates détournent des fonds au profit du service postal pour mieux truquer l'élection et mis en garde contre les émeutes que ne manquerait pas de provoquer un résultat serré. Il démontrait une

certaine cohérence dans ses penchants autoritaires, puisqu'il avait déjà salué publiquement les changements constitutionnels qui permettent désormais à Xi Jinping de se maintenir indéfiniment au pouvoir en Chine (« *Nous devrions peut-être essayer aussi...* ») et déclaré que les manœuvres des Démocrates contre lui devraient l'autoriser à briguer un troisième mandat – pourtant strictement interdit par la Constitution. En 2016 déjà, Trump avait semblé tout à la fois contester et confirmer la validité du scrutin : les résultats qui donnaient à Hillary Clinton une avance de 2,8 millions de voix dans le vote populaire étaient d'après lui truqués (mais pas le décompte des grands électeurs !), tandis que les rumeurs d'ingérence russe auraient été fabriquées de toutes pièces.

Que le chef de l'État, garant de l'ordre constitutionnel, sème ainsi le doute sur la validité des procédures démocratiques serait déjà un problème dans des circonstances normales, mais en cette année 2020, aux États-Unis, elles le sont de moins en moins. Valse des conseillers et des ministres, commissions d'enquête et procès en destitution, empoignades avec la presse, épidémie, crise économique, émeutes, incendies... le pays est déstabilisé par une succession d'événements qui creusent les divisions et accentuent encore la polarisation des discours. Toutes les questions y prennent désormais une coloration partisane, qu'il s'agisse du port du masque ou de la réalité du changement climatique. Une vaste théorie de la conspiration, QAnon, reposant sur l'idée que l'*establishment* démocrate et les responsables de « l'État profond » couvrent les agissements d'un réseau mondial de pédophiles, a pris ces derniers mois un essor stupéfiant. Des élus républicains ont semblé y souscrire par des allusions à peine voilées, glissant dans leurs discours des « indices » pour les initiés. Peu importe qu'il n'ait sans doute jamais été aussi difficile, concrètement, de falsifier des résultats électoraux aux États-Unis (contrairement à la situation qui prévaut encore dans tant de pays du monde), il a suffi que le président Trump colporte cette idée pour que les sondages montrent une nette augmentation de la part des électeurs – républicains – qui sont prêts à le croire.

L'enjeu des élections de novembre prochain est donc considérable. Donald Trump, faut-il le rappeler, n'est pas seulement une cause de la crise démocratique que traversent les États-Unis ; il en est le symptôme. La confiance dans le Congrès est au plus bas, et l'échec du procès en destitution n'a rien fait pour en restaurer le crédit. Le financement des

campagnes électorales est en roue libre. L'environnement médiatique est délétère, entre dégradation de la politique en *reality show* et ciblage des électeurs par des algorithmes qui décuplent les effets de l'entre-soi, de l'ingérence électorale ou des fausses informations. Nombre de citoyens américains ont de bonnes raisons aujourd'hui de penser que leur voix n'est pas égale à une autre, qu'ils sont mal représentés et qu'ils ne participent plus vraiment à la décision publique.

Donald Trump n'est pas seulement une cause de la crise démocratique que traversent les États-Unis ; il en est le symptôme.

On sait que le rituel électoral ne suffit pas à lui seul à garantir le respect des principes démocratiques, mais pouvait-on imaginer qu'aux États-Unis, là où il a commencé si tôt à prendre des airs de fête populaire, il serait à ce point fragilisé ?

« Partira-t-il ? », se demandent désormais avec angoisse les observateurs, listant les scénarios catastrophes qui verraient Donald Trump refuser de concéder la défaite en novembre, provoquant alors au mieux une crise constitutionnelle, au pire des désordres violents, dont les démonstrations de force de militants armés ces derniers mois ne donnent peut-être qu'un avant-goût. Devant cette inquiétante escalade, certains pourraient ressentir comme un petit fond de joie mauvaise, tant le moralisme et l'hypocrisie des États-Unis ont pu agacer parfois, lorsqu'ils délivraient des leçons de bonne gouvernance aux quatre coins du monde en semblant ignorer leurs propres contradictions. Le mythe de l'exemplarité en a pris un coup. Il suffit pourtant de voir la façon dont le pouvoir erratique de Trump a déjà enhardi ici et là des autocrates de tous bords pour comprendre qu'en des temps aussi troublés, ce qui est mauvais pour la démocratie américaine est, sans conteste, mauvais pour la démocratie dans le monde.

Esprit